

Centre d'Etudes Prospectives
et d'Informations Internationales

**marchés, technologies
et nouvelles relations
internationales**

*séminaire de réflexion
sur l'économie mondiale*

Textes recueillis et présentés
par Y. BERTHELOT et A. BRENDER



ÉCONOMICA

**Centre d'Etudes Prospectives
et d'Informations Internationales**



**Marchés, technologies
et nouvelles relations
internationales**

*Un séminaire de réflexion
sur l'économie mondiale*

Textes recueillis et présentés

par

Yves BERTHELOT et Anton BRENDER

Les 17 et 18 mai 1982 s'est tenu à Paris un Séminaire de Réflexion sur l'Economie Mondiale organisé par le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales avec la collaboration et le soutien du Centre d'Etudes des Systèmes et Technologies Avancées.

Ce Séminaire a réuni des experts venus d'horizons professionnels et géographiques variés, qui ont débattu des thèmes majeurs abordés ensuite lors du Sommet de Versailles : l'instabilité des marchés, l'impact des changements technologiques et l'apparition de nouvelles dépendances internationales.

Yves BERTHELOT, Directeur du C.E.P.I.I. et Jacques ROBIN, Délégué général du C.E.S.T.A. ont tenu à remercier Martine GERE, Annick HAILLARD, Sylvie HURION, Dominique LETOURNEUR et Janine PROUST, du C.E.P.I.I., Annie BATTLE, Michel GODET, Phillis MOLLET et le Professeur René PASSET, du C.E.S.T.A., pour le concours qu'ils ont apporté au succès de cette manifestation.

Ce colloque a bénéficié d'un soutien du German Marshall Fund. Une aide du Ministère de l'Economie et des Finances permet d'en assurer maintenant la publication.

La traduction des textes anglais a été assurée par Mesdames AUBOUY et VARIGNON, Sylvie HURION prenant en charge la préparation du manuscrit.

© Ed. ECONOMICA, 1983

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous pays.

Introduction ¹

Yves BERTHELOT et Anton BRENDER

La rapidité des moyens de transports, l'efficacité des moyens de télécommunications sont telles que l'on dit du monde qu'il est «un grand village». Cette proximité des différents points du globe est extrêmement superficielle. Peut-elle faire oublier la formidable distance qui demeure entre les façons de vivre des hommes de la planète ? Cette distance fait que, si les hommes peuvent effectivement aujourd'hui se parler d'un bout à l'autre du globe, ils ne se disent encore, au total, que peu de choses.

Aussi, si l'on peut parler d'économie mondiale est-ce moins parce qu'une solidarité active est à l'œuvre au niveau de la planète, que par référence aux courants d'échanges souvent intenses qui irriguent mais parfois aussi épuisent ou désorganisent ses différentes régions. Malgré la densité de ce réseau d'échanges, l'économie mondiale ne saurait toutefois être considérée comme un système d'interdépendances qui établirait une sorte de solidarité de fait entre les différentes régions du monde : dans ces réseaux les relations d'asymétrie, les îlots d'autonomie occupent une place essentielle et souvent c'est plus de dépendance que d'interdépendance qu'il convient de parler.

Le tassement de la croissance industrielle des pays occidentaux, qui survient à la fin des années 1960, n'a pas introduit de changement radical : malgré l'émergence de nouveaux pays industriels, malgré l'intervention spectaculaire de l'OPEP, le poids économique du petit nombre des nations hautement industrialisées est tel que l'avenir des économies du monde reste lié à l'évolution interne de ces nations et aux rapports qui s'établissent entre elles et à partir d'elles. Au cours des années 1970 cette évolution et ces rapports ont été marqués par la montée croissante des incertitudes.

Incertitudes d'abord sur les cours des marchés internationaux, qui déterminent les termes des échanges entre les nations, et sont de ce fait au cœur même des relations internationales : à l'instabilité chronique des prix des matières premières s'ajoute dorénavant celle des taux de change entre les différentes monnaies des économies occidentales. Incertitudes ensuite sur la dynamique interne

1. La rédaction de ce texte a particulièrement bénéficié des remarques et suggestions de Madame A. Battle et Messieurs Aglietta, Godet, Passet et Robin.

de ces mêmes économies : les changements technologiques qui y surviennent, loin de leur donner un souffle nouveau, restent pour l'instant associés à une montée sourde du chômage, à une stagnation des gains de productivité et à l'apparition de nouvelles dépendances internationales.

Assurer la stabilité des prix qui se forment sur les marchés internationaux, maîtriser les changements technologiques en cours, voilà deux conditions impératives d'un progrès économique mondial. Les hommes parviendront-ils, au cours de cette décennie à maîtriser l'effet sur leur propre vie de marchés qu'ils gèrent, de technologies qu'ils produisent, telle a été au fond la question centrale des deux journées de ce Séminaire de réflexion sur l'économie mondiale, dont cet ouvrage retrace les débats marquants.

Assurer la stabilité des marchés

Les prix qui, jour après jour, contribuent à déterminer ce que chaque pays obtient des autres en échange des produits de son travail et de son sol sont déterminés sur un petit nombre de marchés internationaux : marchés des changes, marchés des matières premières. Ils conditionnent la façon dont les échanges internationaux vont redistribuer entre les nations le revenu mondial. Pour cette raison, ces marchés sont un terrain aussi bien pour les affrontements que pour la coopération entre nations. C'est à l'analyse des modalités de ces affrontements, comme à celle du renouvellement de cette coopération qu'a été consacrée la première journée de ce Séminaire. Deux thèmes y furent successivement abordés : celui des taux de changes et des taux d'intérêts, celui du prix des matières premières.

Taux de change et taux d'intérêt

La facilité avec laquelle les déséquilibres de paiements apparus au cours des années 1970 ont été financés a parfois surpris : certains y ont vu une preuve de l'efficacité du mécanisme de «recyclage» mis en œuvre par les réseaux bancaires privés. Et au vu de l'ampleur nouvelle des déficits ainsi financés, cette efficacité paraît indéniable. Il n'en demeure pas moins que ce «recyclage» est loin d'avoir eu la neutralité très mécanique que paraît impliquer le terme utilisé.

Pour les pays en voie de développement, le recyclage bancaire a comporté un biais très sérieux dans l'allocation des lignes de crédit, biais qui a joué en faveur d'un petit nombre de pays «en industrialisation rapide». Loin de prêter à chacun ce que la hausse des prix du pétrole lui a retiré, le «recyclage» a drainé une masse importante de ressources vers quelques pays ; il leur a permis de con-

naître au cours de la décennie 1970, au prix d'un endettement en progression rapide, une croissance exceptionnellement soutenue. Les pays les plus pauvres du Tiers-Monde sont restés quant à eux très largement en dehors de ces courants de recyclage.

Les relations entre pays occidentaux ont été très affectées par l'intensité de ce recyclage. C'est en effet dans leurs monnaies, en particulier en dollars des Etats-Unis, que se sont effectuées les opérations de financement international, et les conditions monétaires qui ont prévalu aux Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1970 ont eu une importance décisive. Elles ont permis de dégager les liquidités nécessaires au fonctionnement des circuits financiers internationaux. Toutefois, la volonté des détenteurs de créances internationales de diversifier leurs actifs a impliqué une intervention croissante des banques centrales des principaux pays occidentaux (RFA en particulier), pour éviter une appréciation excessive de leur monnaie nationale. Les banques centrales ont ainsi injecté dans les circuits internationaux les marks ou les yens demandés par les pays en excédent et accumulé des créances sur les autorités publiques américaines. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de constater, derrière la très grande plasticité des circuits financiers privés, l'intervention croissante des autorités publiques pour assurer le «bouclage» monétaire des circuits financiers internationaux : l'intensification de la circulation financière internationale a appelé une coopération monétaire accrue.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la hausse des taux d'intérêts américains. Le maintien durable de taux d'intérêts réels positifs met en cause la dynamique de cette économie d'endettement international et pose avec une acuité nouvelle le problème de la révision des modalités de la coopération monétaire internationale : sans une telle révision, comment le développement des germes d'instabilité et de déflation qui se manifestent aujourd'hui pourra-t-il être enrayeré ? Telles sont les questions développées par le rapport de William D. Nordhaus et débattues par la table ronde dont Michel Aglietta rend compte.

Matières premières

Les mouvements qui affectent aujourd'hui aussi bien les taux de changes que les taux d'intérêts influent sur les marchés des matières premières : la hausse des taux d'intérêts augmente sensiblement le coût des opérations de stockage et conduit pour un état donné du marché, à des stockages moindres ou à des déstockages. Mais des forces plus «structurelles» sont à l'œuvre sur les marchés des matières premières qui en font un lieu privilégié de l'instabilité économique internationale : elles tiennent notamment à la confron-

tation d'offres et de demandes dont les inerties sont largement différentes.

Ainsi, pour les matières premières agricoles destinées à l'alimentation, a-t-on affaire à une demande dont l'inertie est celle de la consommation mondiale de produits alimentaires. Qu'une modification brutale survienne au niveau de la production et la tendance d'évolution des prix mondiaux des produits concernés s'en trouvera massivement affectée. Le souci d'assurer aux producteurs occidentaux un prix garanti pour leurs livraisons risque en outre de déplacer vers le Tiers-Monde le poids de l'instabilité des cours.

Pour les matières premières destinées à l'industrie, c'est au contraire du côté de l'offre que se trouve l'inertie la plus forte, la production industrielle ayant tendance à varier plus que l'activité économique mondiale. Et si le rythme de progression de l'activité industrielle s'infléchit, les cours des produits concernés se trouvent soumis à des pressions extrêmement fortes.

Les procédés mis en place pour échapper à l'irrégularité des cours, ont connu des résultats divers et n'ont pas empêché une érosion tendancielle. Contrairement à une idée reçue, il faut noter que la stabilisation des cours est autant un problème interne à l'ensemble des économies occidentales qu'un problème Nord-Sud. La position des pays du Nord tend en effet à devenir dominante sur les marchés de matières premières tant agricoles que minérales. A la fin des années 1970, ce sont les économies industrialisées qui assurent près de 60 % des exportations mondiales de ces produits. Près de 40 % des échanges mondiaux de produits agricoles et près de 50 % des échanges de matières premières minérales s'effectuent entre ces économies.

Cette diminution de la part du Tiers-Monde tient notamment à un sous-investissement, observé depuis près de 15 ans, qui les prive de ressources et risque de rendre fragile l'approvisionnement des pays industrialisés. En même temps un nombre important de pays en voie de développement, parmi les plus pauvres, continuent de tirer une part importante de leurs recettes d'exportations de la vente de matières premières. L'incertitude qui affecte l'évolution des cours ne peut être qu'un frein à leur développement ou une incitation à placer «hors marché» l'exploitation de leurs ressources naturelles. Une ou plusieurs entreprises multinationales prendront alors en charge le risque, et aussi souvent les profits, associés à la mise en valeur de ces ressources.

Comment, dans ces conditions largement nouvelles, se présente le problème de la régulation des cours des matières premières, tel était le thème de la table ronde qu'a présidée Pierre Uri.

L'intervention de Nicholas L. Kaldor a conclu cette première journée par une analyse pénétrante de la situation de l'économie mondiale au début des années 1980 : pour lui, c'est au niveau des relations

internationales elles-mêmes, autant que dans les difficultés que rencontrent les économies industrielles à maîtriser le changement technologique, qu'il faut chercher les causes de la présente crise.

Maîtriser le changement technologique

Assurer la stabilité des marchés internationaux ne saurait aujourd'hui suffire : les économies industrielles sont confrontées aux problèmes que pose l'assimilation de changements techniques radicaux qui, prolongeant les changements intervenus depuis le début de l'ère industrielle, permettent à la machine de remplacer non seulement le bras, mais aussi certaines fonctions du cerveau et de l'œil de l'homme, comme elles lui permettront demain d'intervenir dans le contrôle des processus vivants. Ainsi, progressivement, les hommes ne transformeront-ils plus leur environnement en interagissant directement avec lui, mais en intervenant sur les dispositifs, naturels ou artificiels, qui en commandent le mouvement.

Que de tels progrès, qui permettent aux hommes d'économiser du temps et de la peine, puissent provoquer une crise, est au premier abord au moins, paradoxal. Et, Edmond Malinvaud, dans son introduction à cette deuxième journée, souligne bien que le progrès technique ne saurait par lui-même être source de difficultés. C'est dans les inadaptations du fonctionnement de nos économies qu'il faut en chercher la cause et ce autant en ce qui concerne la dynamique des économies industrielles que l'apparition de nouvelles dépendances internationales.

Dynamique des économies industrielles

Les économies de temps qui découlent de l'extension des nouvelles technologies seront condamnées à demeurer virtuelles ou à se résoudre en pertes d'emploi tant que le modèle global de croissance ne permettra pas de définir des usages socialement acceptés du temps libéré. La crise actuelle est une crise des systèmes sociaux considérés dans leur fonctionnement d'ensemble comme dans leur développement. Comment expliquer sinon, au moment où des progrès techniques d'un type nouveau sont accessibles, qu'il y ait un ralentissement, dans les économies occidentales, de la progression de la productivité du travail ?

D'un point de vue macroéconomique, les politiques restrictives retardent la transition vers un nouveau régime de croissance. Elles favorisent les investissements dont l'objectif est la diminution des coûts par réduction d'emploi. Sont au contraire défavorisés les investissements à rentabilité moins immédiate qui sont porteurs de

nouvelles demandes. Ces demandes pourront-elles se concrétiser, ces investissements se réaliser, sans une action concertée des pouvoirs publics des différentes économies occidentales pour soutenir la progression du salaire réel et éviter le risque d'une concurrence par la déflation ? La « gestion » des équilibres macroéconomiques revêt aujourd'hui une importance cruciale : l'intensité du flux d'investissement industriel, la réduction de la durée du travail, l'évolution des rémunérations constituent des variables sur lesquelles il est possible et nécessaire de jouer, au niveau de chacune des nations, pour faciliter la transition en cours ; mais aucun des pays ne peut en prendre isolément l'initiative sauf à assumer les risques qui en résulteraient pour sa position extérieure.

Si le retour à des politiques plus favorables à l'investissement dans les principaux pays occidentaux est une condition nécessaire de la transition vers un nouveau régime de croissance, il n'est pas une condition suffisante. Le problème de la nature de ces investissements, lié à l'assimilation sociale de l'innovation technologique, est en effet posé. La mutation actuelle définit une phase nouvelle du développement de la civilisation industrielle et urbaine : elle pose le problème de l'acquisition de nouveaux espaces de liberté, tant dans les relations de travail que hors du travail. Dans le travail, les nouvelles techniques ouvrent des possibilités de décentralisation de la production, de participation effective des travailleurs, elles appellent une refonte des qualifications et une prise en charge collective de programmes ambitieux de formation et de recherche. Hors du travail, mais réagissant sur l'organisation du travail, de nouvelles demandes émergent pour une plus grande souplesse dans les rythmes temporels, pour une meilleure organisation de l'espace et des services collectifs.

C'est cet ensemble de problèmes que le professeur Shigeto Tsuru a éclairé par une analyse de la pénétration des robots dans l'industrie japonaise et que la table ronde dont rend compte Jacques Lesourne, a mis en perspective.

Nouvelles dépendances internationales

C'est dans la spécificité de l'organisation industrielle de chaque nation et de ses structures sociales plutôt que dans sa « dotation de facteurs », qu'il faut chercher aujourd'hui les éléments explicatifs de ses performances industrielles. Parler à propos de la pénétration de produits manufacturés en provenance du Japon, ou d'autres pays de l'Extrême-Orient, de « concurrence sauvage », est oublier l'essentiel : l'irruption de ces produits sur les marchés occidentaux est dans une large mesure le résultat de la mise en concurrence d'appareils industriels ancrés dans des systèmes sociaux profondément différents.

Ce caractère global de la concurrence économique entre nations ne peut que se trouver accentué par les changements technologiques en cours. La production de ces technologies, leur mise en œuvre efficace, peut de moins en moins être le fait d'entreprises isolées : elle dépend dorénavant d'un système de relations complexes qui met en rapport des unités de production et de recherches de taille et d'horizons différents, des centres d'enseignement et de formation, des banques et des commerçants... et inclut souvent aussi l'intervention des pouvoirs publics. De l'organisation de ces relations, de leur dynamisme d'ensemble dépend, de plus en plus étroitement, l'aptitude générale de chaque nation, à s'assurer des marchés et par là même à mettre le changement technologique au service de l'emploi. Cela est vrai aussi bien pour les biens nouveaux que pour d'autres, plus traditionnels, dont la fabrication passe aujourd'hui par la mise en œuvre de « technologies avancées ».

Les évolutions récentes montrent que des différences notables existent parmi les pays industrialisés : au sein même de l'ensemble occidental, la progression fulgurante du Japon contraste, par exemple, avec la relative atonie dont fait preuve l'Europe dans l'électronique. La polarisation des courants d'échanges qui en résulte est source de tensions : tensions financières dans le cas des échanges Est-Ouest, tensions commerciales dans le cas des relations du Japon avec les autres économies occidentales. Si elles ne s'atténuent pas le risque est grand, pour toutes les parties en présence, de remises en cause brutales du principe même de l'échange international : la table ronde qu'a animée sur ce sujet Yves Berthelot le montre clairement.

Wassily Léontief a clos cette deuxième journée : son intervention a prolongé les débats sur un point capital : c'est au niveau des changements qui devraient intervenir dans des modalités de répartition des revenus — au sein de chaque nation comme entre les nations — que réside l'obstacle le plus important à l'assimilation des progrès techniques aujourd'hui disponibles.

Programme du colloque *

Lundi 17 mai 1982

Assurer la stabilité des marchés
sous la présidence d'Yves Berthelot

Matinée

Allocution d'ouverture
Jacques Attali

**TAUX DE CHANGE
ET TAUX D'INTERET**

Rapport de William D. Nordhaus

Après-midi

MATIERES PREMIERES

Table ronde
présidée par Pierre Uri

Table ronde

présidée par Jean Deflassieux

Participants

Michel Aglietta
Jean Denizet
Aldo Ferrer
Neiro Nesi
Sylvia Ostry

Conclusion

Nicholas L. Kaldor

Mardi 18 mai 1982

Maîtriser le changement technologique
sous la présidence de Jacques Robin

Matinée

Introduction
Edmond Malinvaud

**DYNAMIQUE DES ECONOMIES
INDUSTRIELLES**

Rapport de Shigeto Tsuru

Table ronde

présidée par Jacques Lesourne

Participants

Hugues Bertrand
Paolo Garonna
Burkart Lutz
Karl-Heinrich Oppenländer
Michaël-Joseph Piore
Jacques Robin

Conclusion

Wassily Leontief

Après-midi

**NOUVELLES DEPENDANCES
INTERNATIONALES**

Table ronde
présidée par Yves Berthelot

Participants

Robert Boyer
Fernando H. Cardoso
Louis Emmerij
Jean-Marcel Jeanneney
Hidéo Kitahara
Emma Rothschild
Tibor Scitovsky

* Le colloque s'est tenu dans les locaux du CESTA.

Biographies des intervenants

Michel AGLIETTA

est Professeur de sciences économiques à l'Université d'Amiens et Conseiller scientifique au CEPII. Co-auteur du modèle FIFI, il a été détaché en mission de recherche aux Etats-Unis à l'Université de Harvard pendant deux ans. Il a récemment publié «La violence de la monnaie», en collaboration avec André Orléan (Presses Universitaires de France).

Hugues BERTRAND

est actuellement Secrétaire Confédéral et Economiste de la C.F.D.T. Il a mené à la Direction de la Prévision (Ministère de l'Economie) des recherches sur la croissance en longue période et a développé une approche macroéconomique originale du système productif.

Yves BERTHELOT

est Directeur du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales. Après avoir été chef du service Etudes et des Questions Internationales au Ministère de la Coopération, il fut pendant trois ans Directeur de la Recherche au Centre de Développement (O.C.D.E.). Il a publié «Impact des relations avec le Tiers-Monde sur l'économie française» en collaboration avec Jacques de Bandt en 1982 (La Documentation Française).

Robert BOYER

est chercheur au C.N.R.S. et travaille dans le cadre du CEPREMAP, organisme de recherche économique rattaché au Commissariat Général au Plan. Ses travaux récents portent sur les différences nationales quant à la mise en œuvre et la diffusion des nouvelles techniques. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé «Accumulation, inflation et crises» en collaboration avec J. Mistral (Presses Universitaires de France).

Fernando Henrique CARDOSO

est Président du CEBRAP, Centre Brésilien pour l'Analyse et la Planification de Sao Paulo. Il est également Directeur associé à l'Ecole des Hautes Etudes de Paris, Vice-Président de l'International Sociological Association de Ottawa et co-Président de l'International Foundation for Development Alternatives.

Henri CORSON

est Directeur Général de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Président du Conseil International du Blé. Il a occupé d'importantes fonctions au Ministère de l'Agriculture, notamment celles de Directeur des Relations Internationales et de Directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs.

Jean DEFLASSIEUX

est Administrateur Général du Crédit Lyonnais où il a fait toute sa carrière. Après avoir été Directeur du Commerce Extérieur, il a été notamment chargé de la Direction Centrale des Affaires Internationales et de la Coopération.

Jean DENIZET

est Professeur associé au C.N.A.M. où il est titulaire de la chaire de macro-économie. Après avoir exercé des fonctions importantes à la C.E.C.A., il a été Directeur des études à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Son dernier ouvrage «La Grande Inflation» est paru en 1977 (Presses Universitaires de France).

Louis Johan EMMERIJ

est Recteur de l'Institut d'Etudes Sociales de La Haye. Il est Membre du Comité Consultatif néerlandais pour la Coopération avec les pays en développement, Vice-Président de la Fondation R.I.O. (Reshaping the International Order). Il était auparavant Directeur du «World Employment Programme» au B.I.T. Il est l'auteur avec J. Vanek d'un ouvrage intitulé : «From the Old to a New Global Order : a consistent survival strategy» (à paraître).

Aldo FERRER

est Directeur du Centre d'Etude de la Conjoncture auprès de l'Institut de Développement Economique et Social de Buenos-Aires. Ancien Ministre de l'Economie et du Travail, il a été Membre du Comité des Experts de l'Alliance pour le Progrès de l'Organisation des Etats américains. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'économie argentine et aux problèmes du développement.

Paolo GARONNA

est Professeur d'Economie Appliquée à l'Université de Padoue. Il a dirigé une série de projets de recherche sur le chômage des jeunes, la formation professionnelle des femmes, les structures de rémunération en Italie. Il est membre du Groupe de travail international sur la segmentation du marché du travail.

Enrique IGLESIAS

est Secrétaire Général de la Commission Economique pour l'Amérique Latine de l'O.N.U. Il a été Président de la Banque Centrale de l'Uruguay et Directeur de l'Institut Latino-Américain pour la planification économique et Sociale.
